



## DÉBATS

# En frappant la Libye, l'Égypte veut réaffirmer son statut de puissance

Après avoir bombardé les positions de l'Etat islamique en Libye, Le Caire défend l'idée d'une campagne militaire sous mandat de l'ONU dans ce pays. Il sera cependant difficile de trouver le consensus nécessaire à une telle action

PAR DENIS BAUCHARD

L'assassinat de vingt et un coptes égyptiens confirme ce dont on se doutait déjà, la volonté de l'Etat islamique (EI) d'affirmer sa présence et son influence en Libye. Se réclamant jusqu'alors d'Al-Qaïda, certains éléments du mouvement Ansar ach charia semblaient depuis quelques mois se tourner vers Daech. La vidéo, publiée le 15 février par l'organisation terroriste, ne laisse plus de doutes. Reprenant la rhétorique habituelle du mouvement, cette nouvelle action de l'EI poursuit plusieurs objectifs : terroriser tout opposant à son influence ; recruter de nouveaux combattants ; provoquer des réactions en Occident qui puissent être exploitées comme stigmatisant les musulmans ; désigner l'Égypte comme un nouvel ennemi.

S'en prendre à des chrétiens ne tient pas du hasard : la violence à l'égard des minorités chrétiennes en terre d'islam déjà évidente en Irak et en Syrie s'étend. Cette action, multiple dans ses intentions, marque une nouvelle étape dans l'ascension d'un mouvement qui bénéficie de plus en plus de transfuges d'autres groupes

djihadistes et qui déborde de plus en plus le « djihadistan » syro-irakien qu'il contrôle.

La Libye se trouve livrée au chaos, d'où deux pôles représentés par deux gouvernements et deux Parlements. A Tripoli, le gouvernement « révolutionnaire », émanation de l'ancien Parlement, le Congrès général national libyen, qui s'est autoprolongé, composé de forces islamistes, notamment les Frères musulmans, soutenues, financées et armées par la Turquie et le Qatar. Aube de la Libye – Fajr Libya – fédère ces forces.

Un autre gouvernement, « libéral », issu de l'assemblée constituante élue le 25 juin 2014, mais déclarée illégale par la Cour constitutionnelle, qui siège dans l'est de la Libye, à Tobrouk, dont l'homme fort est le général Khalifa Haftar, est reconnu par les pays occidentaux, de même que par l'Égypte et les Emirats arabes unis, qui leur apportent un soutien politique, voire militaire, à travers leurs forces spéciales.

Mais la réalité est plus complexe. Outre le questionnement sur leur légitimité respective, ces deux gouvernements regroupent des éléments hétérogènes pour ne pas dire rivaux.



La première coalition regroupe à la fois la puissante milice de Misrata, mais aussi des groupes islamistes radicaux et une large partie de la communauté berbère. La coalition libérale est tout aussi hétérogène, réunissant aussi bien des milices locales, celle de Zinten, que des personnalités liées à l'ancien régime du colonel Kadhafi. De part et d'autre, aucun leader charismatique ne s'impose.

#### NOUVELLE DONNE

En fait, la Libye est livrée à un ensemble de milices locales et de groupes islamistes, comptant quelques centaines ou quelques milliers de combattants, qui mènent une guerre sans merci pour le pouvoir et l'argent. Ces groupes sont en évolution perpétuelle, concluant des alliances à géométrie variable avec, comme objectif majeur, le contrôle du pétrole et du gaz. A cette confusion s'ajoute le jeu des tribus qui essaient de préserver leur unité.

Bernardino Leon, diplomate chevronné missionné par les Nations unies, s'efforce de faire progresser une solution de conciliation. Le « processus de Ghadamès » a du mal à avancer. Les réunions se suivent : dans un langage typiquement onusien, elles sont toutes déclarées « fructueuses » et constatent des « avancées significatives ».

La réaction égyptienne constitue également une nouvelle donne. Les frappes sur Derna ont une efficacité limitée, mais marquent un tournant. D'une action discrète, l'Égypte est passée à l'intervention directe. Des préoccupations de politique intérieure ne sont pas absentes : c'est un moyen pour le président Sissi d'affirmer son autorité, de renforcer la cohésion nationale autour de lui et d'assurer la sécurité du pays. Cependant, des considérations de politique étrangère sont également présentes. Depuis l'éclosion du « printemps arabe », place Tahrir en janvier 2011, l'Égypte avait cessé de jouer son rôle habituel de « grande puissance arabe ». Le maréchal Sissi entend ac-

quérir une stature internationale : son déplacement à Paris et en Italie ainsi que l'accueil fait récemment au président Poutine en témoignent. Le contrat d'achat de vingt-quatre avions Rafale marque cette volonté d'affirmer sa puissance militaire et de revenir en force sur la scène moyen-orientale. Cette action se tourne vers la Libye, dont la situation chaotique représente une menace immédiate pour sa sécurité ; mais elle vise aussi les groupes djihadistes présents dans le Sinaï qui se réclament de l'EI.

Cette initiative égyptienne prélude-t-elle à une intervention extérieure qui serait placée sous les auspices des Nations unies ? La saisine du Conseil de sécurité par les présidents Sissi et Hollande et les déclarations de Matteo Renzi peuvent le laisser penser. L'Italie, très préoccupée par la situation en Libye, plaide pour une telle initiative. Cependant, après les propos belliqueux de sa ministre de la défense, le président du conseil italien s'efforce de calmer le jeu. Il est vrai qu'une telle intervention pose de nombreux problèmes, à commencer par celui de l'aval des Nations unies. Il est peu probable qu'un consensus puisse émerger compte tenu de la position de la Russie, traumatisée par la façon dont la France et la Grande-Bretagne ont, en 2011, utilisé la résolution 1973 pour intervenir militairement en Libye. A supposer qu'un consensus émerge, il est clair que, en Libye, comme en Irak ou en Syrie, des frappes aériennes sans troupes au sol seraient sans efficacité réelle. Or, quel pays arabe ou extérieur à la région est prêt à en envoyer ? Ce dilemme sera certainement évoqué lors du sommet contre le terrorisme qui se réunit le 19 février, à Washington.

En Libye comme au Moyen-Orient, la solution ne peut être que politique et le rôle des puissances régionales doit être majeur. Il faudra beaucoup de temps et d'efforts avant que la région ne retrouve la stabilité. ■



**Denis Bauchard** est un ancien ambassadeur. Conseiller spécial à l'Institut français des relations internationales (Ifri), il est l'auteur d'une étude sur « Le Moyen-Orient face à Daech ».

**DEPUIS L'ÉCLOSION  
DU « PRINTEMPS  
ARABE »,  
L'ÉGYPTE AVAIT  
CESSÉ DE JOUER  
SON RÔLE HABITUEL  
DE « GRANDE  
PUISSANCE ARABE »**